

PROJET DE DECISION DE L'ARCEP MODIFIANT LA LISTE DES COMMUNES DES ZONES TRES DENSES ETABLIE PAR LA DECISION N°2009-1106 DU 22 DECEMBRE 2009

Réponse à la consultation

Bouygues Telecom soutient et félicite l'initiative de l'Autorité visant la révision de la liste des communes de la zone très dense, initiative que nous appelons depuis la décision 2009-1106 et attestant la volonté de l'Autorité de compléter le cadre symétrique existant en zone très dense.

1 Préambule

Le cadre symétrique actuel en ZTD ne prévoit pas la complétude de déploiement des zones arrière des PM situés en dehors des immeubles, notamment concernant les bâtiments entreprise. Il subsiste donc un risque sur les zones les moins denses de la ZTD de non complétude du déploiement. La régulation actuelle n'est pas suffisante pour garantir à terme une couverture concurrentielle de 100% de la ZTD.

Il semble ainsi nécessaire de rattacher les poches de basse densité au périmètre de la ZMD de manière à ce que les conditions techniques et tarifaires en vigueur sur la ZMD puissent s'appliquer intégralement à ces poches de basse densité (PBD). En particulier, l'absence aujourd'hui pour les PBD d'offre de raccordement distant entre les NRO et les points de mutualisation extérieurs regroupant 300 lignes ainsi que le mode de cofinancement avec un partage des coûts en 1/N, ne permettent pas aux opérateurs ayant des capacités d'investissement ou une part de parc limitée de suivre le rythme imposé par les primo-investisseurs.

2 Communes intégralement constituées de poches de basse densité

Concernant 34 des 37 Communes de la zone très dense dont la totalité des IRIS sont classées en poches de basse densité, Bouygues Telecom souhaite que ces dernières soient intégralement déclassées de la liste des zones très denses.

Ces 34 communes correspondent aux 33 communes identifiées par l'Autorité constituées de 100% de poches de basse densité pour lesquelles aucun logement n'est éligible et aucune mise à disposition de Point de mutualisation n'a été effectuée auxquelles Bouygues Telecom considère pertinent d'y adjoindre la commune de Saint Ouen.

■ Saint Ouen

En effet, bien que cette commune soit située entre Paris et Saint Denis, toutes deux situées en zone très dense (le cas particulier de Saint Denis sera traité ci-après), Bouygues Telecom rappelle à l'Autorité que sur cette commune :

- 100 % des IRIS sont classées en poches de basse densité ;
- Aucun logement n'est éligible à ce jour et aucun déploiement d'infrastructure n'a été initié ;
- Seuls 288 Logements ont été conventionnés par Numéricable OI en Mars 2012 sans évolution depuis ;
- Aucune consultation de cofinancement n'a été proposée par un Opérateur d'Immeubles pour le déploiement de logement FTTH sur cette commune jusqu'à fin d'année 2014. A ce titre aucun déploiement ne sera effectif au plus tôt avant 2015.
- Cette commune fait partie des communes de l'accord Orange / Free consistant à déployer des Points de Mutualisation rassemblant au moins 300 Logements ou locaux à usage professionnel.

A ce titre, l'argument de l'homogénéité des déploiements retenue par l'Autorité pour conserver la commune de Saint Ouen dans la liste des communes de la zone très dense nous semble pertinent pour, au contraire, inclure cette commune dans une continuité de déploiement zone moins dense, dans la mesure où il apparaît évident que l'opérateur d'immeuble Orange prévoit de déployer des infrastructures FTTH sur cette commune avec une ingénierie identique avec celle déployée en zone moins dense.

De plus, les IRIS qui n'ont pas été classées en poches de basse densité en raison de l'existence de déploiements historiques se retrouvent en situation de monopole. Ce serait le cas de la commune de Saint Ouen.

■ Communes 100% poches de basse densité des Hauts-de-Seine (92)

Concernant les 3 communes du département des Hauts-de-Seine dont la totalité des IRIS sont classées en poches de basse densité (Marnes-la-Coquette, Ville-d'Avray et Vaucresson), Bouygues Telecom est favorable au maintien de ces 3 communes dans la liste des zones très denses de part :

- Les déploiements déjà effectués par Sequalum pour la Délégation de Service Public des Hauts-de-Seine, neutre et ouverte à tous les opérateurs,
- Un souci d'homogénéité des déploiements et de la concurrence initiée par ce projet de DSP.
- L'existence d'une infrastructure horizontale alternative pour le raccordement de points de mutualisation.

Bouygues Telecom considère également, que le maintien de ces communes en zone très dense pourrait inciter les opérateurs à devenir client du Réseau d'Initiative Publique des Hauts-de-Seine, ce qui constituerait un signe positif pour le soutien au RIP 92 en particulier, et plus globalement aux RIP en général si l'on considère que les économies engendrées par la mutualisation sur ces communes pourront être affectées au déploiement de nouvelles communes.

En conséquence, Bouygues Telecom souhaite que 34 des 37 communes (incluant la commune de Saint Ouen et excluant les communes des Hauts-de-Seine), constituées uniquement de poches de basse densité soient intégralement déclassées de la liste des Zones Très Denses et que de facto les modalités techniques et financières applicables sur ces communes soient alignées sur celles en vigueur en zone moins dense :

- un cofinancement progressif par tranches de 5% ;
- l'obligation de proposer une offre de raccordement distant des PM via des liens NRO-PM pour les PM inférieurs à 1000 logements ;
- l'obligation de complétude des déploiements des zones arrière de PM intégrant les logements et les locaux à usage professionnel mono ou multi entreprises.

3 Communes constituées d'une majorité de poches de basse densité

De la même manière, concernant les communes de la zone très dense comptant une majorité des IRIS classées en poches de basse densité (plus de 50% des IRIS de la commune en poches de basse densité), représentant 25 communes, et pour lesquelles il n'y a pas eu à ce stade d'engagement de co-financeurs, ou bien pour lesquelles le déploiement n'a pas encore été initié, il nous semble efficace et pertinent de rattacher la totalité de ces communes au périmètre de la zone moins dense.

Bouygues Telecom souhaite distinguer deux catégories de communes parmi ces 25.

3.1 Communes constituées d'une majorité de poches de basse densité éligibles à l'accord Orange / Free

L'autorité considère à juste titre que le principe de réalité des déploiements, sur des communes constituées majoritairement de poches de basse densité ou isolées, doit s'appliquer afin d'appréhender les communes devant nécessairement être retirées de la liste des zones très denses.

Bouygues Telecom considère que les principes d'études à prendre en considération sont :

■ Le principe d'isolation géographique

La cohérence de déploiement d'une infrastructure FTTH, que ce soit de par le nombre de fibres déployées, l'emplacement du point de mutualisation, l'emplacement des NRO regroupant ces points de mutualisation, le type de collecte des PM mise en œuvre, doit être appréhendé à une maille géographique plus large que la simple commune.

Un département constitué à 95% de communes en zone moins dense, ne peut intelligemment comporter une unique commune en zone très dense dont 50% de cette dernière seulement est constituée de poches de haute densité avec PM en pied d'immeubles et une concurrence par les infrastructures de collecte alors que le reste du département voire de la région entière est en zone moins dense (Privée ou publique).

D'autre part, pour des raisons opérationnelles et économiques, les déploiements FTTH suivent les tracés du Génie Civil de France Telecom. Les Zones Arrières NRO reprennent donc largement les contours des Zones Arrières NRA qui, elles, ne suivent absolument pas les contours des communes.

■ Le principe d'unicité des déploiements initiés ZTD et ZMD

Les déploiements FTTH en zone très dense et zone moins dense sont liés par les points de collecte et d'hébergement au niveau des NRO. Un NRO peut collecter indifféremment des PM en zone très dense et des PM en zone moins dense.

Il n'est pas surprenant de faire remarquer que les déploiements FTTH initiés dans les communes de la zone très dense isolées géographiquement le sont par les opérateurs ayant déclarés leurs intentions de déploiement en zone moins dense AMII en périphérie de ladite commune de la zone Très Dense.

Un opérateur commercial souhaitant être présent, devra avoir une collecte horizontale des PM spécifique pour la dite commune, alors que toutes les communes périphériques auront un lien NRO-PM mis à disposition.

L'autorité fait référence, à juste titre, à l'accord entre Orange et Free devant l'autorité de la concurrence stipulant reprendre son réseau déployé jusqu'en pied d'immeuble afin de créer des points de mutualisation rassemblant au moins 300 logements ou locaux à usage professionnel permettant d'éviter une hétérogénéité des architectures déployées au sein d'une commune.

Il apparaît par conséquent que sur les communes couvertes par l'accord Orange / Free, et malgré les déploiements déjà initiés, l'ingénierie déployée sera cohérente avec les modalités des poches de basses densité et par conséquent les modalités des zones moins denses.

A ce titre Bouygues Telecom confirme, au regard des principes précités, la liste proposée par l'Autorité, des 9 communes de la zone très dense composées majoritairement de poches de basses densité devant être retirées de la liste des zones très denses au regard de :

- Du taux de poches de basse densité de ces communes
- Des seuls déploiements initiés par un seul Opérateur d'Immeubles
- De l'absence de réponse des opérateurs cofinanceurs aux consultations déjà lancées.
- De l'existence de l'accord orange FREE.

En revanche, il nous semble incohérent, au regard des principes retenus précédemment, que l'Autorité ait extraite de cette liste les communes de Tours, Clermont Ferrand, Rouen et Champs sur Marne.

Ces 4 communes, parties intégrantes de l'accord Orange/Free, verront les déploiements déjà effectués repris par l'opérateur d'immeubles orange au même titre que les autres communes de l'accord.

Il n'apparaît alors pas justifié que ces communes soient traitées différemment par l'Autorité au regard des éléments suivants :

■ Indre et Loire (37)

Deux communes de la zone très dense sont situées en Indre et Loire : Tours et La Riche.

La Riche faisant partie des communes extraites des zones très denses, il ne reste plus en ZTD sur ce département que la seule ville de Tours, comportant elle-même 53% d'IRIS en poches de basse densité, pour laquelle Orange effectuera la reprise des déploiements effectués en pied d'immeuble.

A ce titre, seules les IRIS en PHD de la commune de Tours, et donc dans tout le département, seront exempt d'obligation de collecte des Points de mutualisation extérieurs de 300 Lignes et sans obligation de complétude des déploiements de la zone arrière de ces PM pour les locaux à usage purement professionnels contrairement au reste du département classé en zone moins dense.

■ Puy de Dôme (63)

Clermont Ferrand est la seule commune du département du Puy de Dôme et même la seule commune de la région Auvergne qui resterait classée en zone très dense pour seulement 45% d'IRIS en poches de haute densité (impliquant une concurrence par les infrastructures sur cette seule commune et une non obligation de complétude des déploiements).

Seul Orange a effectué des déploiements sur la commune de Clermont Ferrand à ce jour.

En outre, l'intégralité des 20 autres communes de Clermont Communauté, dont fait parti Clermont Ferrand, ont été déclarés en intentions de déploiement par l'Opérateur Orange en ZMD AMII.

Il apparaît logique au regard de la cohérence des déploiements que cette commune soit extraite de la liste des zones très dense pour ne pas constituer une exception contractuelle et technique.

■ Seine Maritime (76)

Trois communes de la zone très dense sont situées en Seine Maritime : Rouen, Canteleu et Grand Quevilly. Canteleu et Grand Quevilly faisant parties des communes extraites des zones très dense, il apparait par conséquent qu'au regard du principe d'isolation géographique des déploiements, qu'une seule commune sur le département de Seine Maritime et dans la région Haute Normandie, Rouen, subsiste en ZTD alors que ses déploiements seront effectués selon des modalités zone moins dense dans le cadre des reprises de l'accord Orange / Free.

■ Seine et Marne (77)

Deux communes de la zone très dense sont situées en Seine et Marne : Champs sur Marne et le Mee sur Seine. Le Mee sur Seine faisant partie des communes extraites des zones très dense, il ne reste plus sur ce département que la seule ville de Champs sur Marne en ZTD, comportant 71% d'IRIS en poches de basse densité, pour laquelle aucun déploiement n'a été réalisé significativement, pour laquelle aucune intention de coinvestir n'a été recueillie par Orange lors de la consultation 2012, et pour laquelle il peut être considéré que seul l'opérateur d'immeubles Orange a initié des déploiements (les quelques conventions signées par Numéricâble en mars 2012 , ne sauraient être représentatives de déploiement)

Par conséquent, Bouygues Telecom demande que l'intégralité des communes de l'accord Orange / Free soit retirées de la liste des zones très denses (Elles ne font déjà plus partie des communes régies par l'offre d'accès en Zone Très dense d'Orange) afin de garantir aux opérateurs commerciaux une homogénéité des déploiements entre 2 zones seulement (ZTD et ZMD, sans une offre complémentaire intermédiaire), au sein d'un même département ou d'une même région, et de respecter un équilibre géographique des droits accordés sur les infrastructures FTTH (Durée des droits d'usage cohérente sur une même zone).

3.2 Communes constituées d'une majorité de poches de basse densité hors accord Orange /Free

Concernant les communes de la zone très dense comptant une majorité des IRIS classées en poches de basse densité (plus de 50% des IRIS de la commune en poches de basse densité) non concernées par l'accord Orange / Free (soit 12 Communes), il convient, de part les déclassements évoqués précédemment (Communes 100% PBD et communes isolées de l'accord Orange/Free), de considérer le département de Seine Saint Denis par une approche géographique :

■ Ouest 93

Les communes de l'Île Saint Denis, Epinay sur Seine, La Courneuve et Villetaneuse, sans déploiements initiés ni consultations de cofinancement lancées, et constituées uniquement d'IRIS en poches de basse densité ont été retirées de la liste des zones très denses.

Concernant la commune de Saint Ouen, tel que précisé au paragraphe 2, cette commune 100% PBD éligible à l'accord Orange / Free verra son ingénierie déployée sous le format zone moins dense via des points de mutualisation extérieurs de 300 Logements. A ce titre il nous paraît cohérent de considérer le déclassement de la commune de Saint Ouen.

Au regard du taux d'IRIS en poches de basse densité, de l'absence de conventions signées et de déploiements initiés, de l'inexistence de consultations de cofinancement, la commune de Saint Denis devrait également être retirée de la liste des zones très denses. Cette commune, si elle restait en ZTD se verraient géographiquement cernée pour une grande partie (hors Aubervilliers) par des communes en zones moins denses, situation contraire à la continuité géographique des déploiements ZMD.

■ Est 93

Les communes de Villemomble, Livry Gargan et Le Blanc Mesnil, sans déploiements importants initiés et concernés par l'accord Orange / Free ont été considérées comme retirées de la liste des zones très denses.

Il apparait par conséquent pour Bouygues Telecom, cohérent de considérer les communes de Rosny sous Bois et de Noisy le Grand comme des communes à retirer également de la liste des zones très denses, de part leur situation géographique limitrophe de communes ZMD, de l'inexistence de déploiements significatifs et du taux d'IRIS en poches de basse densité.

4 Ajout de la commune de Poitiers à la liste des communes des zones très denses

Bouygues Telecom n'est pas favorable à l'ajout de la commune de Poitiers dans la liste des communes de la zone très dense. Bien que des déploiements significatifs aient été initiés préalablement à la décision 2009-1106, il n'apparaît pas justifié que cette commune intègre les zones très denses :

- Aucune intention de déploiement en zone moins dense sur cette commune ni sur l'agglomération n'a été émise par Orange. Par conséquent aucun déploiement ne saurait être initié avant 2015 voire 2016. Par ailleurs, hors de la zone très dense et sans manifestation d'intention d'investissement de la part d'opérateurs privés, la commune reste éligible à un projet de Réseau d'Initiative Publique qui à défaut de permettre une concurrence commerciale pourra compléter le faible déploiement existant.
- La densité hétérogène sur le territoire communal de Poitiers devrait conduire l'Autorité à définir des IRIS de basse densité. Or il apparaît aujourd'hui de moins en moins pertinent de définir l'ensemble d'une commune comme dense lorsque seulement une faible proportion l'est. Enfin, les volumes de déploiements existant ne sauraient justifier l'existence de la fibre sur l'ensemble du territoire.
- La coexistence de deux types d'architectures en ZMD (PM en pied d'immeuble et PM Extérieurs de 300 Lignes) dans les mêmes quartiers est tout à fait possible au regard de ce qu'il existe actuellement dans les Zones Très dense, sans risques de doublons ou d'inefficacités.
- Une autorisation de l'Autorité, consistant à permettre l'existence de PM en pied d'immeuble sur une commune de la zone moins dense, pour des déploiements réalisés préalablement à la décision 2009-1106 serait la solution la plus efficace et la plus simple, en imposant néanmoins à l'opérateur d'immeubles sur ces PM de fournir un lien NRO-PM au même titre que l'obligation relative aux PM de moins de 1000 Lignes.

Nous considérons en outre, que l'intégration de cette commune isolée en ZTD dans le département de la Vienne serait un avantage donné à un seul acteur, par ailleurs le plus puissant.

5 Conclusion

Au regard des éléments cités précédemment, Bouygues Telecom adhère aux propositions de retrait des communes de la liste de la zone très dense faites par l'Autorité mais souhaite que cette liste soit étendue aux communes comportant une majorité d'IRIS en poches de basse densité ou isolées géographiquement au sein d'un département ainsi qu'aux communes concernées par l'accord Orange / Free.

Au regard de la liste proposée par l'Autorité, cet accord ne concernerait plus que 5 communes en zone très dense et nécessiterait pour les opérateurs commerciaux la signature d'une offre d'accès et des modalités techniques et opérationnelles spécifiques pour ces 5 seules communes.

Enfin, nous souhaitons attirer l'attention, (en écho à l'initiative de l'autorité d'une recommandation pour cette fin d'année sur les immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel en zone très dense) sur la garantie de complétude des communes quel que soit le type de locaux adressés (résidentiel, mixte ou professionnel) qu'apporterait le déclassement en zone moins dense.